



Après un an de guerre, à qui profitent les crimes de Poutine

Il y a un an, le 24 février 2022, la guerre s'invitait de nouveau au cœur de l'Europe. Des chars russes franchissaient la frontière de l'Ukraine vers la capitale, Kiev. Le dictateur Poutine espérait probablement déboulonner Zelensky pour le remplacer par un personnage à sa botte. Mais raté. En décidant de transformer en vraie guerre ses contentieux avec l'impérialisme américain, Poutine contribuait à souder la population ukrainienne derrière un régime au service de capitalistes corrompus. Ce nostalgique de l'empire tsariste comptait aussi faire le gendarme dans l'espace post-soviétique, considéré comme son pré carré, contre des mobilisations comme celles qui avaient secoué l'Ukraine en 2013-2014, la Biélorussie en 2020, le Kazakhstan en 2022.

La mort à la une

Un an après, les engins de mort russes continuent à anéantir des vies et des infrastructures vitales. La guerre en Ukraine a probablement fait 100 000 morts ou blessés parmi les militaires, aussi bien ukrainiens que russes, et près de 20 000 morts et blessés parmi les civils d'Ukraine. Des millions d'Ukrainiens, surtout des femmes et des enfants, ont quitté leur pays, d'autres leurs logements détruits. Du côté russe, des opposants connaissent la prison, un million ont pris le chemin de l'exil, entre autres pour échapper à la mobilisation en masse décrétée par Poutine.

Les profits au pinacle

De leur côté, les impérialismes nord-américain et européens, s'ils ne sont pas auteurs directs de guerre, ni belligérants sur le terrain, n'en sont pas moins fournisseurs d'armes et profiteurs de guerre. En guise d'armes prétendument « défensives », ils envoient canons et chars lourds, et des milliers de soldats américains renforcent « en cas d'alerte » ceux de l'Otan basés en Europe de l'Est. Au prétexte de l'agression de Poutine, Biden a augmenté la pression sur ses alliés européens, dont l'Allemagne et la France, pour qu'ils rompent leurs relations économiques avec la Russie, pour qu'ils achètent du gaz liquéfié ou du nucléaire américain, plutôt que russe. C'était plus cher ? Mais les profits ont grimpé en proportion, du côté occidental comme du côté russe. L'inflation exacerbée n'écrase que les classes populaires, partout dans le monde.

Budgets de guerre

Les États-Unis et les pays de l'Otan à leur suite poussent à la production d'armes, prétendument pour

aider l'Ukraine, mais surtout parce qu'ils veulent se préparer à une multiplication des guerres entre puissances, ainsi que grossir les profits de leurs marchands de canons et marquer leurs territoires sur la planète – les USA entre autres face à la Chine. C'est partout l'augmentation des budgets militaires. Macron vient d'annoncer 413 milliards de plus pour l'armée d'ici 2030. Une somme qui pour cette période, selon l'ONU, permettrait d'éradiquer la faim dans le monde. Et partout, la hausse des budgets militaires se fait au détriment des dépenses publiques et sociales, dont les retraites !

Prolétaires de tous les pays, l'urgence de s'unir !

Dans ce monde d'assassins et brigands capitalistes, nous devons affirmer notre solidarité avec la population ukrainienne qui ne veut pas vivre sous la botte de Poutine : « Hors d'Ukraine, l'armée russe ! »

Mais nous devons aussi exiger le retrait des troupes françaises et de l'Otan d'Europe et du reste du monde. Pour sortir de cette guerre sans fin, les prolétaires d'Ukraine ne peuvent pas

compter sur les chars et les avions occidentaux que leur promet Zelensky, pas plus que sur un pouvoir ukrainien au service d'une bourgeoisie sans scrupules.

Les travailleurs d'Ukraine possèdent une arme de classe de plus grande portée qu'aucun missile : malgré le fossé de sang que la guerre dresse, les voix dissidentes en Russie montrent qu'il est possible d'en appeler à la fraternisation avec les prolétaires russes, au soutien de ceux qui en Russie s'opposent à la guerre et sont réprimés par Poutine, et entamer une politique révolutionnaire commune, à l'opposé des politiques nationalistes. Notre tâche, à nous ici, est de contribuer à populariser cette voie-là, celle de l'internationalisme.



Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :  NPA – Etincelle SNCF Paris Sud-Ouest

Web NouveauPartiAnticapitaliste.fr Mail contact@nouveaupartianticapitaliste.fr Imp.Spé.NPA



A la recherche des 12%

On peut tous s'apercevoir des augmentations de salaires qui arrivent sur la paie de février. Une partie des primes augmentées de quelques euros, d'autres de quelques centimes, on est très loin du compte, de ce qu'il nous faudrait pour vivre correctement et aussi de ce qu'avait annoncé publiquement la direction de la SNCF. Le mouvement contre la réforme des retraites doit aussi être l'occasion de nous faire entendre et de revendiquer de véritables augmentations.

Cascade réalisée par des professionnels, ne pas reproduire chez vous

Sur l'EIC PSO, au lieu d'augmenter les salaires, une partie des postes qualif B ont été requalifiés à C. Un élan de générosité de la part de la direction ? Pas vraiment, il était devenu trop difficile de trouver des candidats avec des salaires aussi faibles et des contraintes métiers importantes. Ce sont aussi nos mobilisations et nos grèves qui ont forcé la main à nos dirigeants. Volte-face spectaculaire de la direction de l'EIC qui nous disait jusqu'à maintenant que les salaires n'étaient pas un frein à l'embauche !

Faire reculer le gouvernement oui, c'est possible !

Les manifestations monstres de ces dernières semaines ont montré que le mouvement contre le projet gouvernemental sur les retraites ne faiblit pas, bien au contraire !

Les énormes cortèges dans toutes les villes, les grèves dans des entreprises privées comme dans les services publics, la mobilisation de la jeunesse avec les blocages de facs et de lycées, tout montre que nous sommes unanimes à rejeter le projet. Reste à savoir : comment faire reculer le gouvernement, comment gagner ?

Un gouvernement vomit par tout le monde du travail

Parmi les salariés, personne ne peut plus supporter les apparitions à la télé de ministres prétentieux qui ne connaissent rien de la vraie vie et osent venir nous donner des leçons, à nous, qui faisons tourner la société. Ras-le-bol de leur « pédagogie » ! On a très bien compris que ce qui menace le système des retraites, c'est eux et leur volonté de puiser dans la poche des plus pauvres pour arroser les plus riches.

Comment préparer les prochaines étapes ?

La prochaine grosse échéance annoncée par l'intersyndicale est le 7 mars, et sans doute le 8 dans la foulée, avec plusieurs secteurs qui ont prévu une grève reconductible. L'intersyndicale nationale a dit être prête à « mettre le pays à l'arrêt » si le gouvernement ne retire pas son projet.

Ce retrait, c'est le minimum. Mais cela fait plus de trente ans que, sans autre raison qu'appauvrir les plus anciens, les gouvernements successifs ont dégradé le système des retraites. En 1982, alors que les richesses produites étaient bien moindres, pour tous les salariés, c'était 60 ans et 37,5 annuités. Ce qui était possible en 1982 l'est a fortiori 41 ans plus tard dans une société bien plus riche.

Aller vers la grève générale !

L'intersyndicale a menacé de « mettre le pays à l'arrêt ». Oui, il faut aller vers une grève générale qui remette les pendules à l'heure. Sans les travailleurs et les travailleuses, rien ne se produit. Si nous croisons les bras, la production ne sort pas et adieu les profits patronaux et les dividendes pour les actionnaires.

Nous le savons tous et toutes : quelques journées de paralysie de l'économie feraient vraiment basculer le rapport de force en notre faveur. La journée du 7 mars peut être une étape importante vers une grève générale.

Mettre toutes nos revendications sur la table

C'est par tous les bouts que ce gouvernement s'efforce de prendre dans la poche des plus pauvres pour arroser les plus riches. Il multiplie les attaques contre nous :

- l'inflation ronge un pouvoir d'achat déjà bien faible.
- la dégradation continue des conditions de travail avec, partout, le manque d'effectifs qui rend les journées harassantes.

- la réforme de l'assurance chômage, entrée en vigueur le 1er février, qui diminue la durée des prestations de chômage et enfonce un peu plus dans la précarité ceux qui ont perdu leur emploi.

- et, maintenant, ce projet sur les retraites qui transformerait les anciens

en pauvres, comme c'était le cas jusqu'au milieu du siècle dernier.

La grève aux grévistes !

Nous avons besoin d'échanger, entre nous, syndiqués ou non syndiqués, sur toutes ces questions et sur ce que nous devons faire pour gagner : quand et comment continuer la grève plusieurs jours de suite, sans attendre une prochaine date lointaine ? Comment élargir le mouvement, convaincre les collègues qui ne sont pas encore mobilisés et nous adresser aux autres secteurs et entreprises du monde du travail ?

La préparation des manifs et les cortèges eux-mêmes sont une première occasion d'avoir ces discussions. Mais nous avons besoin aussi de tenir des assemblées générales de grévistes : avec des mouvements seulement chapeautés d'en-haut, le risque existe que le lâchage d'un syndicat mette en danger la mobilisation de tous et toutes – nous savons que cela s'est déjà produit. C'est notre mouvement, il est normal que nous le contrôlions de bout en bout.



Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :  **NPA – Etincelle SNCF Paris Sud-Ouest**

Web NouveauPartiAnticapitaliste.fr Mail contact@nouveaupartianticapitaliste.fr Imp.Spé.NPA

